



Soutien aux secteurs de la culture et de la création ACP

Supporting the cultural and creative sectors in the ACP countries

[EuropeAid/167697/IH/ACT/Multi](#)

QUESTIONS & REPONSES no. 1

QUESTIONS & ANSWERS no. 1

2 Janvier 2020– 10 Janvier 2020

2nd January 2020 – 10th January 2020

FR – EN

**(les réponses sont données dans la langue de l'appel à propositions
dans laquelle les questions sont formulées)**

DISCLAIMER

As per section 2.2.4 of the Guidelines, in the interest of equal treatment of applicants, the Contracting Authority cannot give a prior opinion on the eligibility of an applicant, a co-applicant, an affiliated entity, an action or specific activities.

AVIS

Comme stipulé dans la Section 2.2.4 des Lignes directrices, et afin de garantir un traitement équitable entre les demandeurs, l'Autorité Contractante ne peut émettre d'avis préalable sur l'éligibilité d'un demandeur, un codemandeur, une entité affiliée, une action ou d'activités spécifiques.

QUESTION 1.1

Dans les lignes directrices publiées sur le site des ACP, dans les critères d'éligibilité du 11ème fond européen de développement/**Soutien aux secteurs de la culture et de la création ACP**, il est précisé les conditions d'éligibilité suivantes (page 8/31):

- *démontrer une expérience de 3 ans au cours de la **période 2015-2019** dans l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien y compris l'accompagnement de tiers dans les domaines de la culture et/ou des industries créatives et/ou du développement social et humain avec les caractéristiques suivantes et:*
 - *avoir octroyé à des tiers, au moins 2 subventions avec les caractéristiques **cumulées** suivantes :*
 - *les subventions ont été mises en œuvre pendant la même année au cours de la période de référence (2015-2019), et*
 - *chaque subvention a été mise en œuvre dans un pays ACP et*
 - *le montant annuel des subventions octroyées s'élève à au moins 100 000 euros au cours des trois dernières années (2017-2019).*

Cette expérience devra être vérifiable comme demandé à la section 2.4. des présentes point 7

Je représente l' Institut xxx en Belgique. L' Institut xxx, l' institut yyy au Bénin et l' institut zzz au Gabon avait été sélectionné lors du dernier appel à projet d'ACPCculturesplus.eu dans le cadre de l'Action 3i.

L'Institut xxx est une école supérieure artistique avec le statut d'ASBL (association sans but lucratif) qui n'attribue ni ne suit la mise en œuvre de fonds de soutien dans quels que domaines que ce soit.

Cela signifie-t-il l'Institut xxx ne peut répondre à cet appel à candidature en tant que chef de projet?

ANSWER 1.1

Selon les Lignes Directrices (point 2.2.4), « *Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l' autorité contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur l'éligibilité des demandeurs chefs de file, des codemandeurs, d'une/d'entité(s) affiliée(s), d'une action ou d'activités spécifiques.* »

Veillez vous référer à la section 2.1.1. des lignes directrices « Eligibilité des demandeurs (demandeurs chef de file). Pour être éligibles, les demandeurs doivent satisfaire aux critères d'éligibilité décrits, y inclus l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien :

- démontrer une expérience de 3 ans au cours de la **période 2015-2019** dans l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien y compris l'accompagnement de tiers dans les domaines de la culture et/ou des industries créatives et/ou du développement social et humain avec les caractéristiques suivantes **et**:
 - avoir octroyé à des tiers, au moins 2 subventions avec les caractéristiques **cumulées** suivantes :
 - les subventions ont été mises en œuvre pendant la même année au cours de la période de référence (**2015-2019**), **et**
 - chaque subvention a été mise en œuvre dans un pays ACP **et**
 - le montant annuel des subventions octroyées s'élève à au moins 100 000 euros au cours des trois dernières années (**2017-2019**).

Cette expérience devra être vérifiable comme demandé à la section 2.4. des présentes point 7 **et**

- fournir la preuve d'un chiffre d'affaires ou des recettes annuelles moyennes correspondant à 400,000 euros au cours des trois dernières années (**2017-2019**) attestée par les pièces justificatives demandées à la section 2.4. point 4.

A noter que les codemandeurs doivent satisfaire aux mêmes critères d'éligibilité que ceux qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même, à l'exception des critères liés à l'expérience spécifique reprises ci-dessous :

- démontrer une expérience de 3 ans au cours de la **période 2015-2019** dans l'attribution et le suivi de la mise en œuvre de fonds de soutien y compris l'accompagnement de tiers dans les domaines de la culture et/ou des industries créatives et/ou du développement social et humain avec les caractéristiques suivantes :
 - avoir octroyé à des tiers, au moins 2 subventions avec les caractéristiques **cumulées** suivantes :
 - les subventions ont été mises en œuvre pendant la même année au cours de la période de référence (**2015-2019**) ; **et**
 - chaque subvention a été mise en œuvre dans un pays ACP **et**
 - le montant annuel des subventions octroyées s'élève à au moins 100 000 euros au cours des trois dernières années (**2017-2019**). Ce montant devra être vérifiable comme demandé à la section 2.4 des présentes point 7 **et**
- fournir la preuve d'un chiffre d'affaires ou des recettes annuelles moyennes correspondant à 400,000 euros au cours des trois dernières années (**2017-2019**) attestée par les pièces justificatives demandées à la section 2.4. point 4.

QUESTION 1.2

Reference is made to the application for grants, in terms of the 11th EDF, titled “Supporting the cultural and creative sectors in the ACP countries”.

We are company that was established and is currently operating in South Africa. When reviewing Appendix L “List of eligible Countries”, we noted the comment below regarding South Africa. Please can you kindly advise and confirm whether we can indeed apply for this grant?

[1] While natural and legal persons established in South Africa are eligible to participate in procedures financed by the 10th/11th EDF, South Africa cannot be a beneficiary of contracts financed by the 10th/11th EDF.

ANSWER 1.2

As provided in section 2.2.4 of the Guidelines for Grant Applicants, *“to ensure equal treatment of applicants, the contracting authority cannot give a prior opinion on the eligibility of lead applicants, co-applicants, affiliated entity(ies), an action or specific activities.”*

Entities established in South Africa may participate as applicants (lead applicants and co-applicants) in this call for proposals. As stated in Annex L, while natural and legal persons established in South Africa are eligible to participate in procedures financed by the 10th/11th EDF, South Africa cannot be a beneficiary of contracts financed by the 10th/11th EDF; therefore, actions implemented in South Africa cannot be eligible.

In addition, in order to be eligible lead applicants and co-applicants must satisfy all other eligibility criteria listed in section 2.1.

QUESTION 1.3

I am kindly enquiring with regard to the eligibility criteria of the University of Johannesburg, based in South Africa, as a co-applicant and whether the University of Johannesburg as a co-applicant could participate and be eligible to this funding envelope based on successful application in accordance with the “Supporting the cultural and creative sectors in the ACP countries”.

ANSWER 1.3

As provided in section 2.2.4 of the Guidelines for Grant Applicants, *“to ensure equal treatment of applicants, the contracting authority cannot give a prior opinion on the eligibility of lead applicants, co-applicants, affiliated entity(ies), an action or specific activities.”*

Please refer to section 2.1.1 of the Guidelines, bullet point 2 for the eligible organisations as lead applicants:

“...be a specific type of organisation such as: a foundation, association, non-governmental organisation, public/private sector operator, local authority, higher education institution and university, international (intergovernmental) organisation, as defined by Article 156 of the Financial Regulation of the European Union (including the International Development Bank

and regional financial institution...”

Please note that co-applicants must satisfy the same eligibility criteria as the lead applicant, with the exception of the technical and financial criteria.

QUESTION 1.4

Permettez-moi de vous revenir après lecture des lignes directrices de l'Appel à propositions EuropeAid/167697/IH/ACT/MULTI, au sujet des montants minimums et maximums des subventions. Il est repris dans le point 1.3 les mêmes valeurs par lot sans indiquer les montants plancher et plafond auxquels chaque demandeur peut prétendre. Je vous prie de bien vouloir me communiquer ces montants en vue de la préparation de notre demande.

ANSWER 1.4

Comme indiqué sous le point 1.3., toute subvention demandée dans le cadre du présent appel à propositions, doit être, pour les lots ci-dessous de :

- **Lot 1 - Afrique Occidentale : 6 200 000 EUR**
- **Lot 2 - Afrique Orientale : 6 000 000 EUR**
- **Lot 3 - Afrique Centrale : 4 200 000 EUR**
- **Lot 4 - Afrique Australe : 3 800 000 EUR**
- **Lot 5 - Caraïbes : 3 000 000 EUR**
- **Lot 6 - Pacifique : 2 800 000 EUR**

QUESTION 1.5

Referring to the call for proposals **EuropeAid/167697/IH/ACT/MULTI** could you please specify the minimum and maximum percentage of total eligible costs of the action as well as the planned duration of the action?

ANSWER 1.5

- 1) There is no minimum percentage of the total eligible costs.

Please note that as per the point 1.3 – Size of Grants, comma 3, *“The grant may **exceptionally cover the entire eligible costs** of the action to ensure a clear visibility of the European Union contribution and of the ACP Group of States role. If that is the case, the lead applicant must justify full financing in Section 2.1 of Part B of the grant application form. The validity of the justification provided will be examined during the evaluation procedure.”*

- 2) For the duration of the action, please refer to section 2.1.4 of the Guidelines for Applicants:

Duration: The initial planned duration of an action may not exceed 40 months.

QUESTION 1.6

Is there a formal briefing session in South Africa for this call for proposals please?

ANSWER 1.6

No formal briefing session will be held in South Africa.

An information session is foreseen in February at the ACP Secretariat in Brussels. Other sessions could be organized locally, but the calendar has to be set. As soon as the dates are known, they will be published on the following website:

- on the the ACP Secretariat' website: **www.acp.int**.
- and on the programme's website : **www.acp-ue-culture.eu**

Please note that any presentation to be delivered in the information session will be available on the website of DG International Cooperation and Development:

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=167697>